

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr.—Six mois, 12 fr.—Trois mois, 6 fr.—Un mois, 2 fr.—Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau provisoire du Journal, rue SAINT-VICTOR, 161.



Paris, 24 mars.

Conseils à Bazile.

Pourquoi donc veut-on jeter parmi nous des germes de division? Pourquoi des ambitieux ou des irréfléchis, comme on voudra, veulent-ils désunir le faisceau de notre force et amoindrir l'œuvre de notre sainte Révolution?

Il n'est pas d'armes auxquelles n'ait recours leur démenche. L'insinuation perfide surtout leur est familière; mais ils ne dédaignent pas d'employer la calomnie. Trompettes de discord, ils font retentir partout où ils peuvent leurs accusations, directes quelquefois, indirectes souvent, mensongères toujours. On les entend partout, au café, sur la place publique, dans les clubs.

Si on pouvait les craindre, s'ils étaient autre chose que ridicules, on n'oserait plus vraiment ouvrir la bouche devant eux; car ils savent tellement dénaturer les paroles en les interprétant à leur guise, que le meilleur républicain de France devient à l'instant même, d'après eux, un légitimiste ou un expectant de la régence.

Ils se croient seuls dignes de porter le glorieux titre d'enfants de la République; ils conspuent les autres et tressent orgueilleusement des couronnes civiques pour leurs propres têtes.

Ce faisant, ils aiment assez à parler de faire tomber celle des autres. Bazile retrousserait volontiers ses manches pour mieux travailler à une petite razzia de vies humaines.

Ah! Bazile, mon mignon, je ne te connaissais pas encore ce défaut-là. Voyez donc le serpent! parce qu'il s'use les dents à mordre des réputations qu'il ne peut entamer, il se promet *in petto* de se venger en faisant tuer.

Il nous menace... il prend une figure de croquemitaine pour nous faire peur. Il a pour base politique la terreur... Il rêve guillotine; il espère 93.

Mais, cher Bazile, vous avez très-grand tort de croire que nous ajoutons foi à vos songes sanguinaires. Vous vous imaginez que nous tremblons. Point, mon bel ami, nous rions, et de bon cœur, je vous assure, en voyant votre mine d'épouvantail.

Vous aurez beau insinuer, calomnier, intriguer, vous serez impuissant. Ballon gonflé de vent, vous... savez ce qu'il vous adviendra.

Ne prenez donc pas tant l'air d'un brigand qui va en campagne. Mettez de côté votre arsenal de bravo partant pour une vendetta... Vous allez vous charger de tant de pistolets, que bientôt vous ne pourrez plus marcher... D'ailleurs, l'escopette vous va mal, parce qu'au fond j'aime à croire que vous n'êtes point aussi méchant que vous voulez le paraître.

Ce n'était pas la peine de ramasser, après la bataille, les armes éparses dans les barricades et de vous en faire un attirail de Spavento.

Et que c'est laid de vouloir faire peur quand on a tant de verve comique. Bazile, vous auriez dû vous faire comédien; voilà tant de rôles divers, officiels et autres, que vous essayez depuis le 24 février. Vous avez manqué votre vocation.

Il est vrai que dans ce moment-ci les théâtres ne font pas fortune: c'est là, je n'en doute pas, ce qui vous a découragé; vous n'avez pas voulu débiter devant les banquettes.

Toutefois, mon cher ami, si plus tard, quand le calme aura complètement rassuré les esprits, lorsque les scènes de Paris se ranimeront, le désir vous revenait de montrer vos petits talents, il est certains genres que je vous conseille sincèrement d'éviter.

Ne jouez jamais dans aucune pièce patriotique, pas même dans la Parade Nationale... vous seriez sifflé.

Gardez-vous bien encore des traitres de mélodrame... Les grands airs ne vous vont pas, vous portez mal les superbes cos-

tumes... Votre tournure empanachée serait du dernier bouffon.

La tragédie vous est interdite, hormis à l'Odéon, où ce genre de littérature soulève des rires homériques.

Ce qui vous convient le mieux, je crois, le voici :

D'abord, et avant tout, soyez vous-même, le Bazile envieux et plein de morgue, le Bazile ambitieux et arrogant, le Bazile tout rayonnant d'imperfections, dont Beaumarchais a façonné le type d'après nature, à l'image de l'un de vos pareils. Vous serez applaudi, je vous le promets, vous aurez tant de naturel! Vous savez, la calomnie! la calomnie! et vous calomniez si bien!

Puis, pour enrichir votre répertoire, comme vous aviez de l'esprit, beaucoup d'esprit, trop d'esprit même, vous pourrez de temps en temps représenter, à la satisfaction générale du public, Scapin le hardi compère, Scapin l'homme au sac.

Mais, cher Bazile, vous avez très-grand tort de croire que la fantaisie vous prend de goûter un peu des succès du théâtre moderne, je vous prédis que les répliques de l'intrigant Fabiano Fabiani, dans *Marie Tudor*, ne vous siéront pas mal.

Vous flattez maintenant la République! Eh bien alors vous flattez une reine!

Les intérêts du peuple.

Ce n'est pas en adulant le peuple par de banales formules de louanges qu'on peut détruire la profonde misère accumulée sur lui depuis tant d'années.

Ce n'est pas en lui faisant servilement la cour, en proclamant son héroïsme qu'on subvient à ses besoins.

Ce n'est pas non plus en le berçant d'espérances lointaines par de vagues promesses qu'on remédie au mal présent qui le dévore.

Les citoyens qui soulagent silencieusement la souffrance de leurs frères par des moyens réels, en leur donnant le travail qui fait vivre, méritent mieux de l'humanité que ces discoureurs qui sèment dans le champ du malheur des paroles séduisantes mais infécondes.

On enchaîne les masses par d'éloquents tirades, on les attire vers soi; mais on ne les soulage pas.

A l'œuvre donc, citoyens, à l'œuvre! Des faits et non des mots.

Laissons les orateurs humanitaires dépenser pour le peuple ce qui coûte le moins : des phrases retentissantes.

Unissons-nous, afin d'adopter l'amertume qui empoisonne sa vie. Tendons-lui nos deux mains pour le soutenir. Cherchons avec ardeur et fraternité les moyens les plus sûrs de l'aider au milieu de la crise que nous traversons.

Nous le répétons, des faits et non des mots! Les faits sont précis, les mots incertains : les faits assurent le présent, les mots rendent à peine courage pour l'avenir.

Or ce n'est pas demain qu'il faut procurer du pain à ceux qui en demandent, c'est aujourd'hui.

Notre but local.

La Révolution des idées doit suivre la Révolution des faits.

La démolition de l'ordre ancien s'est glorieusement accomplie par un concours unanime de patriotisme : à chacun d'apporter maintenant sa part féconde de travail et d'intelligence pour aider à constituer l'ordre nouveau.

Nous avons fait surgir une jeune République des ruines surannées de la monarchie; nous avons salué avec amour la liberté renaissante; continuons notre œuvre! Défendons, soutenons par tous les moyens qui sont en notre pouvoir la République et la liberté!

Or, un de ces moyens, c'est la propagation des idées propres à éclairer les masses, à combattre les erreurs, à rallier tous les intérêts.

Cette propagation peut se faire par les Clubs et par la Presse, par la Presse surtout.

Le journal est une tribune d'où le discours silencieusement médité s'élance pour se faire entendre à ceux que ne peut pas réunir l'enceinte nécessairement restreinte des Clubs.

La parole de la vérité, l'Evangile de la République Fran-

çaise, doit se faire entendre à tous, aux humbles comme aux puissants, aux faibles comme aux forts, aux petits comme aux grands, aux prolétaires comme aux riches : car tous sont enfants d'une mère commune, la France.

La multiplication des journaux est donc une œuvre éminemment sociale et patriotique. Voilà pourquoi nous avons créé le BANQUET SOCIAL.

Le BANQUET SOCIAL, dont le titre s'explique suffisamment (car il résume à la fois la cause occasionnelle de la Révolution partie du XII^e arrondissement, et la tendance actuelle des esprits), le BANQUET SOCIAL, disons-nous, sera un journal différent de ceux qu'on a faits jusqu'à ce jour.

La Presse, le National, le Commerce et tous les autres ne s'occupent que d'intérêts généraux... leur nature même les oblige à négliger les intérêts particuliers.

Or, dans les circonstances présentes, il est urgent de se préoccuper de ces intérêts, puisque de leur succès dépend celui de l'intérêt général.

Un nouveau genre de journalisme devient donc indispensable.

Le journal spécial, et pour ainsi dire local d'arrondissement, destiné à servir d'organe aux opérations politiques ou industrielles de chaque légion, peut seul atteindre efficacement ce but.

Plusieurs arrondissements de Paris l'ont déjà compris en fondant depuis quelques jours les journaux l'Ordre, la Voix Républicaine.

Le XII^e arrondissement, qui a marché le premier dans la révolution des faits, ne devait pas rester en arrière dans la révolution des idées.

Une question grave.

Le premier article de la Réforme du 25 mars, intitulé : *A vos mairies Citoyens!* était conçu en ces termes :

« L'heure approche où l'on doit clore les listes électorales, et les citoyens savent qu'il ne suffit pas d'être garde national pour avoir le droit de voter comme électeur. Il faut, ainsi que le rappellent un peu tardivement les maires-adjoints, se présenter pour réclamer son inscription, et justifier de sa qualité de Français et d'une résidence de six mois au moins à Paris... Attendre au dernier jour serait s'exposer à perdre le droit de voter. »

La Réforme est, on le voit, parfaitement explicite, et chacun sait qu'elle est des mieux placées pour l'intelligence des volontés officielles. Il ne suffit pas d'être garde national pour voter comme électeur, cela est clair.

D'où vient donc qu'on prétexte de la qualité de garde national pour refuser d'inscrire sur les listes électorales les citoyens du douzième arrondissement, lorsqu'ils se présentent à leur Mairie.

Plusieurs citoyens ont éprouvé un refus ainsi motivé ce matin...

Nous désirons vivement savoir qui a tort, de la Mairie ou de la Réforme.

Nous ne pouvons pas croire, d'un côté, qu'un journal bien informé se soit trompé.

D'un autre côté, nous ne voulons pas même penser qu'on songe à escabarder par élimination des votes qu'on redoute.

Quel sphynx nous donnera le mot de l'énigme?...

XII^e Arrondissement.

AUX CITOYENS SECRÉTAIRES DES CLUBS.

Nous prions les citoyens secrétaires des clubs du XII^e de vouloir bien nous envoyer les noms des citoyens qui composent le bureau de chacun de ces clubs.

Le journal le Banquet social désire publier chaque jour un compte-rendu des séances des clubs. Il sera donc infiniment obligé aux citoyens secrétaires de vouloir bien lui apporter une part de collaboration en lui faisant parvenir ces comptes-rendus.

Chemin de Fer d'Orléans.

Nous avons dit hier que le gouvernement provisoire a reçu une députation des ateliers du chemin de fer d'Orléans. L'un des membres de la députation s'est exprimé en ces termes :

« Citoyens,

« La crise financière et momentanée qui pèse aujourd'hui sur

la France est le fait inséparable du grand acte politique et social qui vient de s'accomplir.

« Dans un mouvement de généreuse émulation, d'entente toute fraternelle, les nombreux travailleurs des ateliers du chemin de fer de Paris à Orléans se sont réunis pour offrir au gouvernement provisoire un concours dévoué et une somme de 2,234 fr. 75 cent., résultant de l'impôt volontaire d'une journée de travail. »

M. Buchez, adjoint au maire de Paris, a répondu :

« Nous vous remercions, au nom du Gouvernement provisoire. Nous ne sommes pas étonnés de trouver en vous le dévouement que nous avons rencontré dans toutes les classes laborieuses. Si tous les citoyens suivaient la voie que vous leur tracez, la situation financière serait bientôt améliorée. »

« Les malheurs financiers qui nous atteignent ne sont pas le fait de la Révolution, c'est le fait de la mauvaise administration antérieure. Il est certain que cette administration marchait, et probablement volontairement, à la banqueroute. La révolution de Février n'a fait que précipiter une crise qui aurait, sous la monarchie, duré plus longtemps que ne durera celle-ci. »

« L'amélioration du sort des travailleurs exige à-la-fois l'emploi de leur volonté et aussi quelques actes de l'Assemblée nationale. Le meilleur moyen qui se présente, c'est l'association des travailleurs se constituant des journées de travail, et, de plus, se partageant le bénéfice qui résulte de l'ensemble des opérations. Je ne doute pas que l'Assemblée nationale ne fasse les actes législatifs qui seront nécessaires pour établir cette forme d'organisation qui est l'avenir de l'industrie en France, et qui sera le salut de l'espèce humaine. »

Actes officiels du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le premier paragraphe de l'art. 119 du Code d'instruction criminelle est abrogé.

Par arrêté du Gouvernement provisoire :

Art. 1^{er}. Provisoirement les pourvois en matière de contributions directes seront, jusqu'à ce que l'arrêté ait été vidé, renvoyés devant la section de législation du conseil d'Etat. Cette section statuera définitivement sur les pourvois.

Art. 2. Toutefois les pourvois pour lesquels il y aurait constitution d'avocat continueront à être jugés en séance publique : les avocats des parties entendus, le rapport en sera fait par un des membres de la section.

Pourront être également portés en séance publique les pourvois que le président de la section croirait nécessaire d'y renvoyer à raison de la gravité des questions.

Art. 3. Les affaires des cultes seront désormais soumises à l'examen de la section de l'intérieur et de l'instruction publique.

Art. 4. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Par décret du 23 mars :

1^o Toutes les dépenses du service des trois manufactures de Sévres, des Gobelins et de Beauvais seront réglées, ordonnées et justifiées par le ministre de l'agriculture et du commerce, à partir dudit jour 18 mars 1848 ;

2^o Le ministre de l'agriculture et du commerce réglera définitivement le budget de ces établissements, en recettes et en dépenses, pour la partie de l'année 1848 restant à courir du 18 mars courant au 31 décembre prochain.

Par décret du même jour :

Art. 1^{er}. Il sera créé, par les soins du ministre de l'intérieur et du maire de Paris, un corps spécial sous le titre de *gardiens de Paris*.

Art. 2. Ces gardiens ne seront point armés.

Art. 3. Ils auront pour mission de veiller à la paix publique, à la conservation des établissements nationaux et des propriétés privées. Ils exerceront une protection bienveillante envers toutes les personnes qui en auront besoin, leur caractère devant être, en général, aux yeux du Gouvernement provisoire, une sorte de magistrature populaire.

Art. 4. Ces gardiens seront assez nombreux pour que chacun d'eux puisse veiller à la sûreté de soixante à cent maisons.

Art. 5. Une taxe spéciale fournira aux frais de création et d'entretien des gardiens de Paris. Cette taxe sera établie de manière à peser seulement sur les propriétaires et les locataires dont le loyer s'élève à plus de 1,000 francs par an.

Art. 6. Le maire de Paris et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

—Le capitaine Filippi est nommé gouverneur du château d'Amboise.

—La salle du Jeu-de-Paume, à Versailles, est classée parmi les monuments historiques.

—Quelques invalides se sont livrés, dans la journée du 25, à des actes d'insubordination qui doivent être punis.

Une commission, composée du général Molitor, président ; du général de division Aupick, du sous-intendant militaire Lair et du lieutenant-colonel Chassas, est chargée d'informer sur ces désordres, et de proposer au Gouvernement provisoire les mesures de répression qui seraient jugées nécessaires.

Par arrêté du 24 mars :

Art. 1^{er}. Une commission d'enquête est chargée d'examiner les plaintes qui se sont élevées sur l'administration des Invalides.

Art. 2. Cette commission est composée du général Courtais, commandant supérieur de la garde nationale, président ; du général Guinard, chef d'état-major de la garde nationale ; du citoyen Recurt, adjoint au maire de Paris ; du citoyen Portalis, commissaire du Gouvernement près la cour d'appel de la Seine ; du citoyen Hingray, colonel de la 10^e légion de la garde nationale de Paris.

Mont-de-Piété de Paris.

AVIS IMPORTANT.

On s'est plaint, dans le public et dans quelques journaux, de ce que, au Mont-de-piété, à la succursale, dans les bureaux auxiliaires et de commissionnaires, on refusait de recevoir, en paiement des sommes à rembourser pour dégageant, des billets de la banque de France, de 500 fr. et de 1,000 fr., malgré le décret du Gouvernement qui leur donne un cours obligatoire.

On a commis, à ce sujet, une erreur grave qu'il importe de rectifier.

Jamais on n'a refusé un billet de banque quand il pouvait acquiescer partie de la somme à rembourser ou qu'il ne l'excédait pas.

Mais, quand, pour payer 100, 200, 500 ou même 400 fr., on a présenté des billets de 500 ou de 1,000 fr., l'administration s'est vue dans la nécessité de ne pas les accepter, parce qu'elle n'avait pas en sa possession une somme en numéraire suffisante pour solder tous les appoints plus ou moins forts qu'elle aurait eus à restituer.

Les capitaux ne manquent point au Mont-de-piété ; mais il n'y a pas, en ce moment, assez d'argent monnayé pour satisfaire aux besoins de tous.

Chaque jour, le trésor et la banque de France lui en fournissent une certaine quantité en échange de billets de 500 fr. et de 1,000 fr. ; mais ce que le Mont-de-piété reçoit, réparti entre vingt-cinq établissements qui sont sous sa direction, ne suffit pas pour fournir aux emprunteurs nécessiteux tout ce qui leur serait nécessaire.

Pour leur venir en aide autant que possible, l'administration a demandé à M. le ministre de l'intérieur, et a obtenu de lui l'autorisation de réduire, quant à présent, le maximum de ses prêts à 100 fr.

On concevra donc qu'elle emploie d'abord à cette destination le peu de numéraire mis chaque jour à sa disposition, et qu'il ne lui en reste pas assez pour rendre un appoint illimité à ceux qui, voulant dégager leurs effets, ne lui rendent point en argent ce qu'ils ont reçu d'elle en argent, et lui apportent, au contraire, des billets de banque de 500 fr. et de 1,000 fr. pour solder des sommes bien inférieures.

S'il cédait à leurs désirs, le Mont-de-piété deviendrait bientôt une espèce de bureau de change de billets ; cela ne lui est pas permis.

Pour concilier, autant que les circonstances le lui permettent, la convenance des personnes qui veulent dégager avec l'intérêt bien plus pressant et plus considérable de ceux qui sont forcés d'engager leurs effets, l'administration a cru devoir fixer à 50 fr. l'appoint qu'elle aurait à rendre sur chaque billet de 500 ou de 1,000 fr.

Le moment est difficile ; mais, chacun aidant, tout fait espérer qu'il ne durera pas longtemps.

Quand le trésor et la banque de France pourront donner au Mont-de-piété du numéraire ou des billets de 100 ou 200 fr. en quantité suffisante pour donner à chacun ce qu'il peut désirer, l'administration du Mont-de-piété s'empressera de faire jouir de ce bienfait ceux qui veulent dégager leurs effets comme ceux qui ont besoin de les engager.

Paris, le 22 mars 1848.

Le commissaire du Gouvernement provisoire
près le Mont-de-piété de Paris,

PÉRIER.

Par arrêté du 18 mars courant, M. le ministre de l'intérieur a autorisé l'administration à élever de 4 à 4 1/2 0/0 l'intérêt des capitaux placés dans la caisse, sur billets à ordre ou au porteur, à un an de date.

Par arrêté du 21 mars 1848, M. le ministre de l'intérieur, posant la première base de la réorganisation de cet établissement, a institué un conseil d'administration, composé de dix membres, qui devra dorénavant régir le Mont-de-Piété.

Cette administration est tout entière placée sous l'autorité immédiate du ministre de l'intérieur, qui devra seul approuver toutes les délibérations de ce conseil.

Elles seront prises par la moitié, plus un des dix membres nommés.

Le président du conseil nommé par le ministre y aura voix prépondérante en cas de partage.

Les fonctions du président et des membres de ce conseil seront gratuites, et il ne leur sera alloué aucun jeton de présence.

— Par un dernier arrêté du 21 mars, M. le ministre de l'intérieur a nommé membres du conseil d'administration :

MM. de Jouvencelle, ancien membre du conseil d'administration, et conseiller d'Etat.

Ferron, ancien membre du conseil-général de la Seine.

Périer, id.

Perret, id.

Bayvet, id.

Beau, id.

Galis, id.

Lacquetin, id., membre de la chambre de commerce.

Dargal et Marchand, ouvriers.

M. Périer a été nommé président du conseil, ce qui a amené la cessation de ses fonctions de commissaire du gouvernement provisoire près le Mont-de-Piété, qui n'étaient que temporaires.

Dès le 11 mars courant, M. Périer a fait déposer entre les mains de M. le maire du 7^e arrondissement, 903 fr., provenant de la souscription ouverte au Mont-de-Piété, à la succursale et dans les bureaux auxiliaires, en faveur des veuves et des blessés par suite des journées de Février dernier, et des ouvriers malheureux.

Révolution Européenne.

ITALIE. — NOUVEAUX DÉTAILS SUR MILAN. — Nous recevons un supplément extraordinaire au journal de Turin, *il Risorgimento*. Il commence ainsi : « L'absolutisme est frappé au cœur. — La liberté est proclamée à Vienne. L'ITALIE TRIOMPHÉ ! »

« Nous disions hier qu'un jour prochain pouvait changer la face des choses ; que rien désormais ne pouvait paraître impossible ; que, prêts à tout événement, à la première occasion, notre voix « ferait retentir l'unique cri des Italiens. Maintenant, tout nous « est favorable : c'est à nous de prouver que nous avons le cœur « et les bras italiens. Volons à la frontière, prêts à tous les événements ; que le sentiment italien inspire le gouvernement et la « nation. »

Après avoir raconté les événements de Vienne, *il Risorgimento* donne les nouvelles suivantes de Milan, 17 mars :

« Une estafette arrivée hier a, dit-on, porté la nouvelle que, dans la matinée du 14, l'empereur avait confirmé la constitution promise. Le vice-roi est parti le 17, à cinq heures de nuit, comme en fuyant, escorté de cinq cents hussards. Il avait déjà expédié tout son bagage, emballé avec une telle préoccupation, qu'on y avait mis un service en vermeil et diverses tapisseries appartenant à l'Etat. Sur les représentations du domaine et du fisc, ces objets

furent retirés. A Cassano, il rencontra un courrier qui lui annonça la chute de la tyrannie à Vienne. »

Suit un avis de la présidence du royaume lombardo-vénitien annonçant officiellement l'abolition de la censure, la prochaine publication d'une loi sur la presse et la convocation des Etats des royaumes allemands et slaves, et des congrégations centrales du royaume lombardo-vénitien, au plus tard pour le 3 juillet prochain.

« Le 18 au matin, continue cette correspondance de Milan, le podesta Casati s'est porté à la direction générale de la police, suivi de deux ou trois mille personnes, pour demander la mise en liberté des individus arrêtés dans les derniers mois. Cette demande ayant été rejetée, le podesta s'est retiré, et la population, se rassemblant en foule sur les places, a arboré le drapeau tricolore. Plusieurs rues ont été dévastées, et le tumulte allait croissant. Un voyageur, parti vers les deux heures, a rencontré des pièces d'artillerie qui sortaient même allumées. Arrivé à Notre-Dame-de-l'Orme, il a cru entendre le canon. »

Un supplément de *l'Opinione*, de Turin, contient, outre les détails donnés par *il Risorgimento*, ceux qui suivent :

« L'avis publié par la présidence ne fut pas plutôt connu, que l'opinion générale attribua ces concessions à un soulèvement qui devait avoir lieu à Vienne. La convocation des Etats au 3 juillet était regardée néanmoins comme une dérision. »

« Comme on doit bien le penser, une grande agitation ne tarda pas à régner à Milan. Le bruit s'étant alors répandu que les détenus politiques avaient été enlevés de leurs prisons, en un instant les boutiques et les maisons furent fermées. La multitude se porta en foule vers l'Hôtel-de-Ville, où elle ne trouva que quelques faibles détachements sans un seul soldat de police. A huit heures du matin, déjà l'aspect de Milan était imposant, et, à voir le mouvement populaire, il était facile de prévoir que si la police n'y mêlait pas ses brutalités, tout s'y passerait avec sagesse et légalité. Le peuple demande, dans une adresse qui a été remise à la municipalité :

1^o L'abolition de la police administrative et sa remise entre les mains du conseil municipal ;

2^o La liberté de la presse ;

3^o L'établissement d'une garde civique qui ne recevra des ordres que de la municipalité ;

4^o L'abolition de la peine de mort et la mise en liberté immédiate des détenus politiques ;

5^o Un gouvernement provisoire ;

6^o Une représentation nationale ;

7^o La neutralité des troupes autrichiennes.

« Cependant le podesta, comte Casati, ne tarda pas à se mettre à la tête de la population pour aller réclamer la mise en liberté des détenus politiques, qu'on avait refusée jusqu'alors. Des dames de toutes les conditions jetaient des cocardes tricolores aux insurgés. Ils en étaient tous parés lorsqu'ils arrivèrent devant le palais de la police, qui fut emporté en un instant. Le mobilier et les archives furent immédiatement précipités dans la rue. »

« S'il faut en croire une autre correspondance datée de Milan, onze heures du matin, le vice-roi, surpris auprès de Brescia, serait retenu en otage ; le drapeau tricolore flotterait sur la citadelle de Milan, qui serait tombée au pouvoir des Italiens, et deux régiments hongrois, chargés de défendre l'hôtel de la police, auraient fraternisé avec le peuple. »

La *Concordia* publie un récit complet des événements, donné par un témoin oculaire.

Dans la matinée du 18, la foule commença à se réunir sur les places publiques. Elle était simplement armée de bâtons.

Toute la multitude se porta au palais du gouvernement. Le corps-de-garde est surpris, envahi, emporté. Quelques soldats et trois bourgeois sont tués. Le palais du gouvernement est envahi ; on arbore le drapeau tricolore aux couleurs italiennes. Le corps municipal et l'archevêque haranguent le peuple victorieux.

On dépave ensuite et on barricade les rues. Du palais du Gouvernement le peuple se porte au palais de la police, qui est également emporté sans résistance.

Les troupes ne se montraient pas encore ; elles paraissaient avoir abandonné l'intérieur de la ville à l'insurrection, et se borner à garder les portes pour empêcher les habitants de la campagne de venir au secours des Milanais.

Ce n'est que plus tard, vers la nuit, que le combat s'est engagé. Le canon a tonné pendant toute la nuit du 18 au 19, et dans toute la matinée du 19.

Des barricades sont construites dans toutes les rues ; les habitants sont maîtres de l'intérieur de la ville. Le drapeau italien flotte sur tous les édifices, mais les portes sont toujours au pouvoir de la garnison.

Le bruit se confirme qu'une partie des soldats a passé du côté du peuple.

Voilà l'état des choses à la date des dernières nouvelles.

Des dépêches sont arrivées aujourd'hui de Milan. Elles se rapportent à la date du 18 courant :

« Un combat très-vif, et qui a été très-sanglant a été livré par la population aux troupes autrichiennes. »

Dans la journée du 18, à deux heures, l'insurrection était victorieuse.

Le vice-roi, archi-duc Reynier, a pris la fuite ; mais il a été saisi à Brescia par le peuple.

Les autorités autrichiennes ont capitulé, afin d'obtenir pour unique condition la libre retraite de toutes les troupes Autrichiennes hors du territoire Lombardo-Vénitien.

Le drapeau tricolore a été arboré dans les villes de l'Italie septentrionale.

TROUBLES GRAVES A NAPLES. — On écrit de cette ville :

« Lord Minto n'a pu faire accepter au comité général de Palerme, déjà débordé, les conditions proposées par le roi : il appartient désormais, lui a-t-on répondu, au parlement seul de prononcer. — A Naples, le roi effrayé et comme anéanti par les événements de France, cède aux moindres sommations de la place publique. »

« C'est ainsi qu'à la suite de manifestations successives les jésuites ont quitté leur collège et se sont embarqués pour Malte ; c'est ainsi que, plus tard, les Ligoriens ont été dispersés et que l'ex-ministre Santangelo a quitté Naples, et tout cela de l'ordre exprès du roi. »

Il est remarquable que le parti constitutionnel le plus avancé conjure S. M. de montrer plus de courage.

Le 13, dans la soirée, des désordres très-graves, suivis du pillage de plusieurs boutiques ont éclaté. La garde nationale, la troupe de ligne les ont promptement réprimés. Une loi délibérée

d'urgence a décrété l'organisation provisoire de la garde nationale et a interdit les attroupements.

» Naples était tranquille le 15. »

LA RÉPUBLIQUE A BERLIN. — « Encore un roi tombé ! Frédéric-Guillaume, fait prisonnier par le peuple ainsi que toute sa famille, est détenu dans une forteresse. Une dépêche télégraphique a donné avis de cette nouvelle aujourd'hui au gouvernement provisoire.

ALLEMAGNE. — PROCLAMATION DU ROI DE PRUSSE. — ASSEMBLÉE NATIONALE A BERLIN.

A mon peuple et à la nation allemande.

Il y a trente-cinq ans que le roi, dans des jours de grand danger, adressa des paroles de confiance à son peuple, et ces paroles ont trouvé de l'écho. Le roi, uni à son peuple, a sauvé la Prusse et l'Allemagne de la honte et de l'effacement.

C'est encore avec confiance que je m'adresse à la nation allemande dans un moment où la patrie est en danger, à cette nation dont mon peuple peut s'enorgueillir de faire partie.

L'Allemagne est soulevée de fermentations intérieures, et elle peut être menacée de dehors de plus d'un côté. Il n'y a de salut pour l'Allemagne contre ce danger double et imminent que dans l'union des princes et du peuple allemands, sous seule et unique direction. Je me charge de cette direction pour les jours de danger.

Mon peuple, qui ne recule devant aucun danger, ne m'abandonnera pas, et l'Allemagne se joindra à moi avec confiance. Je viens d'adopter les vieilles couleurs allemandes, et je me suis mis, moi et mon peuple, sous la bannière vénérable de l'empire allemand. D'ores et d'après, la Prusse se dissout dans l'Allemagne.

Comme moyen et organe législatif, pour procéder rapidement au salut de l'Allemagne, se présente tout d'abord la diète, convoquée pour le 2 avril. Je songe à un mode particulier et rapide, afin de donner aux princes et aux Etats allemands l'occasion de se réunir à cette assemblée nationale par des organes particuliers.

Cette assemblée nationale prendra toutes les mesures pour prévenir les dangers de l'intérieur et de l'extérieur.

Ce qui est urgent avant tout, c'est :

1° L'organisation d'une armée confédérée et populaire ;

2° La déclaration d'une neutralité armée.

Une armée nationale, forte par cette déclaration, suffira pour inspirer du respect à l'Europe, pour l'inviolabilité du territoire, de la langue et du nom allemands.

L'union et la force seules conserveront la paix dans notre patrie commune, si prospère par le commerce et l'industrie.

Simultanément, avec les mesures à prendre contre l'extérieur, l'assemblée nationale organisera la régénération et la fondation d'une nouvelle Allemagne, d'une Allemagne unie, non uniforme ; unie dans la variété, unie par la liberté.

Introduction des constitutions vraiment constitutionnelles, avec responsabilité des ministres dans leurs Etats ; des débats judiciaires publics et oraux, fondés sur le jury pour les causes criminelles ; égalité des droits civiques et politiques de toutes les religions ; et une administration vraiment libérale et vraiment populaire : telles sont les conditions uniques pour raffermir l'unité et la paix.

Berlin, le 21 mars.

FREDERIC-GUILLAUME.

J'ai nommé ministre des affaires étrangères M. d'Arnim, vu les rapports nécessaires entre les affaires constitutionnelles de la Prusse et de l'assemblée nationale pour toute l'Allemagne, le ministre d'Arnim est chargé de toute cette administration.

Le comte d'Arnim reste président de l'administration générale, sans portefeuille.

FREDERIC-GUILLAUME.

Le prince de Prusse est parti pour l'Angleterre.

Nous assurons le public que le bruit d'une rentrée de troupes dans la ville est complètement faux.

ARGIM, DE SCHWERIN, BORNEMANN.

A LA NATION ALLEMANDE.

« Une histoire nouvelle et glorieuse commence dès aujourd'hui pour vous. Dès ce moment, vous êtes redevenue une nation grande, unie, forte, libre et puissante au cœur de l'Europe, Frédéric-Guillaume IV, se confiant à votre courage et à votre régénération intellectuelle, s'est mis à la tête de la commune patrie. Vous le verrez à cheval, dans votre milieu, avec la vieille bannière allemande. Salut et bénédiction au prince constitutionnel, au général de la nation allemande, au nouveau roi de l'Allemagne régénérée.

« Berlin, le 21 mars. »

« Messieurs, a dit à la fin M. de Schwerin, nous sommes les ministres responsables du roi, mais notre âme, c'est le roi et le progrès. Il n'a d'autre pensée que celle de la liberté. »

Le roi, en effet, a paru à cheval dans les rues. Il portait l'uniforme du 1^{er} régiment de la garde. A son bras il portait les couleurs nationales. Il a été reçu avec un enthousiasme soutenu.

« Ce n'est point une usurpation de moi, a-t-il dit, de me croire appelé à sauver la liberté et l'unité de l'Allemagne. Je jure devant Dieu que je ne songe pas à chasser un prince de son trône ; mais je protégerai la liberté et l'unité allemandes par l'établissement d'un régime vraiment constitutionnel. »

A un homme du peuple qui cria : Vive l'empereur d'Allemagne ! le roi a répondu : « Non, je ne veux ni ne peux cela. »

— M. de Schwerin s'est rendu à 11 heures à l'Université, pour haranguer les étudiants. Voici son discours :

« Messieurs,

« S. M. le roi vient de se mettre à la tête de l'Allemagne constitutionnelle. Il a résolu de convoquer un parlement allemand. Il se mettra à la tête du progrès. Le roi compte sur la protection du peuple. Etes-vous de cet avis ? (Oui ! oui !). Le roi paraîtra à cheval dans les rues avec les couleurs nationales. Je compte sur vous. Vive le roi d'Allemagne ! » Ce cri a été répété par tous les étudiants.

AUTRICHE. — Tous les droits féodaux et seigneuriaux sont abolis.

Toutes les lignes de douane entre les diverses parties de la monarchie sont supprimées.

POLOGNE. — La nouvelle de l'insurrection de Cracovie est confirmée.

15,000 hommes sont sous les armes.

SARDAIGNE. — Amnistie complète est accordée à tous les condamnés politiques.

LA GUERRE DES PAYSANS. — Les mouvements des paysans deviennent très-graves dans les comitats de Hongrie. Les redevances sont partout refusées.

Dans le duché de Bade, nous mande un correspondant, le long

des frontières suisses, il y a anarchie complète. Nobles, administrateurs et juifs sont chassés de tous les points du territoire, et viennent chercher un asile en Suisse. Quand on demande aux paysans badois ce qu'ils veulent, ils répondent : « Nous voulons être comme les Suisses. »

On écrit de Carlsruhe, 19 mars :

Hier, avant midi, une partie des troupes envoyées dans l'Odenwald est revenue ; deux bataillons du régiment de Fribourg et de l'artillerie sont partis pour Rastadt, afin de renforcer la garnison. Des dragons de Bruchsal occupent nos environs. On est inquiet au sujet de l'assemblée d'Offenbourg, qui a lieu aujourd'hui. On voit des masses entières se rendre à cette destination. A trois heures, l'assemblée était close. Le nombre des assistants ne saurait être indiqué avec précision : les uns disent qu'il y avait 8 à 10,000 personnes, les autres 15,000, enfin d'autres 20,000. On voyait à Offenbourg une foule de drapeaux. Plusieurs orateurs ont pris la parole. On a proposé la suppression de la première chambre, le renvoi du margrave Guillaume, comme chef de l'armée, la retraite de tous les députés appartenant au parti de la réaction, fusion de la ligne avec les bourgeois. On a demandé aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en ajoutant que les prêtres sont trop riches et les instituteurs du peuple trop pauvres. Tout le monde est comblé de joie de voir l'Autriche débarrassée de Metternich.

BRUIT DE RÉVOLUTION EN PORTUGAL. — On écrit de Salamanque au *Clamor publico*, en date du 14 mars :

Hier ont circulé des bruits de soulèvement en Portugal. On disait que deux officiers portugais étaient arrivés ici, fuyant ; que le gouverneur de Ciudad-Rodrigo en avait donné avis au commandant-général, et que déjà à Oporto le mouvement avait triomphé.

RESURRECTION !

La Pologne jette un cri sublime, elle veut, comme tous les autres peuples, redevenir libre et forte ; elle prie la France de lui venir en aide et lui adresse une admirable proclamation que nous sommes trop heureux de reproduire :

« FRÈRES,

« L'ordre règne aux bords de la Seine ; il faut qu'il règne aussi aux bords de la Vistule !

« L'heure de la résurrection des peuples a sonné ; à vous, Français, l'honneur d'avoir commencé cette grande œuvre ; à nous, Polonais, le devoir de la terminer.

« Peuple, français ! la Pologne, ta sœur, te remercie par notre organe de l'hospitalité que tu as accordée à ses enfants pendant les 17 ans de leur exil ; mais elle te réclame ses fils, car pour elle aussi l'ère de la liberté renaît.

« La France a proclamé à la face l'Europe le grand principe de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité des peuples. — Frères, appliquez-le dans ce moment suprême !

« Deux bras de notre nation sont libres : l'Autriche ne marchera pas contre la Galicie, ni la Prusse contre le Grand Duché de Posen. Le centre seul gémait sous le joug des Russes ; il va tenter le derolement.

« Nous y marchons.

« Mais, frères, il nous faut DES ARMES. — Donnez-les nous.

« DES ARMES ! — au nom de la Fraternité des peuples. — DES ARMES ! — au nom du sang que nous avons versé sur vos champs de bataille.

« Le passage, aujourd'hui libre, peut nous être fermé dans un mois par des Congrès.

« Frères, nous parlons en vous confiant nos femmes, nos enfants et nos vieillards.

« Adieu, frères, nous allons combattre pour la liberté de notre patrie, et si nous périssons, Dieu nous vengera, car Dieu nous conduit. »

Paris, le 24 mars 1848.

Nouvelles des Départements.

Morbihan. — Josselin, 22 mars. *Correspondance particulière du BANQUET SOCIAL.* — Ni la Bretagne ni la Vendée ne songent à s'opposer par la force ouverte à la République. Je viens de parcourir la plus grande partie du Morbihan ; personne ne pense à prendre les armes. Cadoudal lui-même renonce à la guerre. Il se fait porter comme candidat à la députation, tout est calme, et il y a lieu d'espérer que la tranquillité ne sera pas troublée ; mais s'il n'y a rien à craindre pour l'ordre matériel, je crois qu'il y a à prendre garde pour les élections. Les législatives portent en grand nombre dans les cinq départements de Bretagne.

— Des nouvelles assez graves nous arrivent de Bordeaux : nous empruntons le récit à deux journaux de couleurs diverses.

On lit dans le *Mémorial bordelais* :

« Une imposante manifestation a eu lieu hier à l'Hôtel de la Préfecture, en faveur de M. Chevalier, commissaire du gouvernement. On sait avec quel esprit de justice, de modération et de fermeté, M. Chevalier administre notre département. A peine investi de ses hautes fonctions, M. le commissaire a su se concilier les sympathies de nos concitoyens, et chacun se félicitait du choix qu'avait fait le gouvernement, et dont notre ville et le département étaient appelés à profiter.

« Cependant, hier, le bruit se répandit dans notre ville que M. Chevalier était remplacé dans ses fonctions. Cette nouvelle produisit sur la population une fâcheuse impression ; on s'en entretenait vivement à la Bourse, et là, il fut spontanément décidé que l'on se transporterait immédiatement à l'Hôtel de la Préfecture, afin de témoigner à M. Chevalier tout le regret qu'inspirait à la population le remplacement de l'honorable commissaire, et surtout la résolution où l'on était de ne pas recevoir le successeur de M. Chevalier.

« Cette démarche eut lieu, en effet. Un grand nombre de négociants, auxquels s'étaient joints d'autres citoyens, s'est rendu hier, à cinq heures du soir auprès de M. le commissaire, et là, un honorable négociant de notre ville, prenant la parole, s'est fait, dans une chaleureuse allocution, l'interprète des sentiments de la population, et a protesté en son nom contre la mesure fâcheuse prise par le gouvernement, qui tend à éloigner M. Chevalier d'un département qui le voit à sa tête avec la plus vive satisfaction.

« Le même négociant a ajouté qu'il croyait se rendre l'organe de ses concitoyens, en déclarant que la ville entière était prête à protester contre l'éloignement de l'honorable délégué du gouvernement, et qu'elle ne souffrirait pas qu'il lui fût donné un successeur.

« Toutes les voix se sont aussitôt confondues pour ratifier ces paroles :

« Non, non ! s'écriait-on ; qu'il parte ? nous n'en voulons pas ! »

« Vivement ému de ces marques de sympathie, de ces chaleureux regrets, M. Chevalier a répondu qu'il était profondément touché de la démarche si flatteuse dont il était l'objet ; mais il a ajouté que, soumis avant tout aux ordres du gouvernement, il lui faudrait nécessairement obéir, mais qu'il s'engageait à donner, à cet égard, une réponse définitive.

« Alors de nouvelles et énergiques protestations, qui témoignaient

combien l'assemblée avait à cœur de conserver parmi nous l'honorable délégué, se sont élevées de toutes parts.

« Point de délai ni de retard ! exclamait-on ; nous ne voulons point de votre successeur ; et s'il est ici, il faut que dans deux heures, au plus tard, il est fait ses malles et soit reparti, sinon nous reviendrons ce soir savoir s'il aura été passé outre aux vœux et aux desirs de la population.

« L'entrevue a ainsi continué sur ce ton de vive sympathie, de touchante et sincère cordialité entre l'honorable M. Chevalier et l'élite du commerce de notre place, qui en ce moment se pressait autour de lui, en demandant d'une voix unanime son maintien au poste élevé où l'appelle la confiance si bien justifiée du Gouvernement provisoire, et où veut le conserver l'adhésion de toute une population.

« M. Chevalier n'a pu que renouveler les observations qu'il avait déjà présentées à l'assemblée, et la foule s'est éloignée au milieu de la plus vive émotion, et en paraissant résolue à ne pas permettre l'installation du successeur donné à M. Chevalier.

« Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la population encombre les appartements de la préfecture, et qu'elle y cherche le successeur de M. Chevalier, pour lui enjoindre de quitter Bordeaux immédiatement. »

Faits Divers.

— Les invalides de la guerre, au nombre de 250 environ, viennent au nom de leurs camarades, faire acte d'adhésion au gouvernement de la république, et lui présenter une pétition dans laquelle ils se plaignent, et demandent la réforme de plusieurs abus qui se sont, disent-ils introduits dans l'administration de l'Hôtel des Invalides, tant pour le personnel que pour le matériel.

M. Armand Marrast, membre du Gouvernement provisoire leur répond :

« Vous devez comprendre, citoyens, que le Gouvernement provisoire qui est à la tête de la République veut que la protection la plus complète et la justice la plus équitable président à la récompense des services que vous avez rendus à la Patrie. (Bravos ! bravos ! Vive la République !). Nous sommes très-sensibles à l'acte d'adhésion que vous faites au Gouvernement provisoire ; nous n'attendons pas moins de vous. Vous avez donné des exemples nombreux de votre dévouement à la patrie, et je suis certain que, malgré les blessures qui vous retiennent, vous feriez encore tous vos efforts pour la défendre si elle était attaquée. (Oui ! oui ! nous le jurons !)

« Mais précisément parce que vous avez servi sous la discipline militaire, vous savez que les liens de cette discipline doivent être maintenus, sévèrement maintenus jusqu'à nouvel ordre. J'ai reçu votre pétition, je la transmettrai à mes collègues du Gouvernement provisoire, et nous la ferons parvenir au ministre de la guerre avec les recommandations nécessaires.

« Nous provoquerons une enquête sur tous les faits que vous nous avez signalés, sur toutes les injustices dont vous avez à vous plaindre. Notre intention est que toutes les iniquités soient réparées, et surtout vous devez penser que nous avons à cœur de maintenir, dans toutes les portions de l'administration, le sentiment de moralité et de probité qui fait que les chefs n'exploitent jamais leurs inférieurs. (Bravo ! bravo ! Vive la République !)

« En attendant que vos plaintes soient examinées, et que l'enquête que nous vous promettons soit commencée, je compte sur votre obéissance, et en même temps sur votre respect de l'ordre et de la discipline, pour que vous continuiez à vous conduire comme vous vous êtes conduits jusqu'ici, en bons soldats ayant le sentiment de leurs devoirs, (Oui ! oui !)

« La République est très-disposée, très-résolue à faire que les plaintes légitimes soient entendues et exaucées, que les fautes et les douleurs dont vous pouvez avoir à vous plaindre soient réparées et calmées ; mais il faut que vous donniez au Gouvernement, qui a beaucoup de choses à faire, le temps d'examiner avec soin vos réclamations. Aussitôt que cet examen sera fait, aussitôt que nous serons éclairés parfaitement sur la légitimité de vos plaintes, vous pouvez être certains que justice vous sera rendue. (Bravo ! bravo !)

« Maintenant, je vous engage à retourner en bon ordre, à rentrer aux Invalides et à y donner l'exemple de la discipline et de la soumission à toutes les lois militaires. » (Oui ! oui ! Vous pouvez y compter.)

Un invalide. La République peut compter sur nous. Nous savons encore charger une pièce de canon. En 1814, quand on nous a appelés pour aller sur les remparts, nous y sommes allés avec courage ; nous recommencerons si on a besoin de nous. (Oui ! oui ! tous !)

M. Armand Marrast : Je vous remercie de nouveau.

La députation se retire aux cris de : Vive la République ! Vive le Gouvernement provisoire.

— Le bruit ayant circulé à Nantes qu'il était question de reculer les élections générales, un nombre considérable des électeurs de cette ville ont aussitôt signé une pétition qui s'oppose à toute mesure de ce genre, et qui a été immédiatement adressée au Gouvernement provisoire.

Plusieurs exemplaires de cette pétition partiront pour Paris au fur et à mesure que les signatures auront pu être recueillies.

— Les deux premiers coins au type de la République qui avaient été gravés pour l'impression des pièces de 5 francs, ont été usés et mis hors d'usage en moins de huit jours, en sorte que l'administration de la Monnaie a été obligée de suspendre la fabrication de ces pièces jusqu'à ce que de nouveaux coins soient prêts. Cependant, comme l'argenterie continuait à affluer à l'hôtel des Monnaies pour être convertie en pièces de 5 francs, et que la rareté du numéraire ne permet pas d'attendre, les balanciers de la monnaie ont été obligés, dit-on, depuis quelques jours, de se servir des anciens coins, afin de satisfaire les demandes.

Parmi les particuliers qui ont apporté leur argenterie à la monnaie, on cite M. le maréchal Sébastiani, qui en a envoyé, dit-on, pour 150,000 francs.

— Le fils du général Berton, mort pour la liberté en 1822, a demandé au Gouvernement provisoire, comme réhabilitation publique, qu'il soit élevé un monument à la mémoire de son infortuné père, qui, le premier en France, après 1815, releva le drapeau tricolore qu'il arrosa de son sang.

— Les journaux allemands annoncent que le prince de Metternich est arrivé le 15 à Breslau (Silésie).

LES GÈRES. — Voici un extrait de la première livraison des *Guépes*, de M. Alph. Karr, qui paraîtront désormais chaque semaine.

« Un gouvernement qui n'avait de liens entre ses parties que des intérêts vient de se dissoudre comme un marchand qui fait faillite.

« Ses amis, c'est-à-dire ceux qui brocaient avec lui les affaires du pays, sont ceux qui lui ont tourné le dos avec le plus d'ardeur.

« Une famille royale, dont deux ou trois membres étaient cependant populaires, s'est enfuie d'une façon si triste, que je me suis pris à regretter de ne pas avoir été leur ami pour leur rester.

« On avait revêtu au dehors le vieil arbre de la royauté ; mais il était creux et vermoulu en dedans : il est tombé. Paris a déclaré la France République, la province a envoyé son adhésion.

« Personne n'était prêt pour la République : ses plus ardents partisans ajournaient leurs efforts à la mort du roi.

« Ce qui est arrivé, personne ne l'a fait exprès, — à moins que ce ne soit Louis-Philippe, peut-être !... »

« C'est ordinairement pendant les basses eaux qu'on construit les digues. Il a fallu cependant en donner à un torrent subitement accru, et heureusement que du sein d'un gouvernement provisoire, improvisé nécessairement par vingt personnes, il s'est levé un homme qui a passé

la moitié de sa vie à écrire des choses entre les plus dignes d'être lues, et qui a commencé alors à faire des choses dignes d'être écrites : grande et belle existence que Byron n'a fait que rêver.

— La réunion des élèves Orphéonistes de la ville de Paris, qui doit avoir lieu le dimanche 26 mars courant, au *Cirque olympique des Champs Elysées*, au profit des blessés de février, des ouvriers sans travail, des jeunes garçons apprentis, et des jeunes filles abandonnées, commencera à deux heures.

Les portes d'entrée seront ouvertes à une heure.

MM les membres du Gouvernement provisoire assisteront à cette réunion patriotique et scolaire.

On peut se procurer des billets à 3 et 5 fr. à toutes les mairies de Paris.

AUX ARCHITECTES. — La commission provisoire du corps des architectes, nommée dans la réunion de dimanche dernier, prévient leurs confrères qu'une réunion générale aura lieu dimanche prochain, 26 mars, à l'Ecole nationale des Beaux-Arts, dans la salle de l'hémicycle.

Tous les architectes âgés de plus de 21 ans sont invités à faire partie de cette réunion.

On y procédera à l'élection d'un comité permanent chargé de recevoir toutes les communications qu'on voudra lui adresser touchant les intérêts généraux de l'architecture et des architectes.

DON PATRIOTIQUE. — Les forts de la Halle aux fruits ont envoyés aujourd'hui au Gouvernement provisoire une députation chargée de remettre en ses mains la somme de 300 francs. M. Barthelemy-Saint-Hilaire les a remerciés au nom du pays.

Commission du Gouvernement pour les Travailleurs.

Séance du 20 mars 1848.

PROJET D'ORGANISATION DU TRAVAIL.

A partir de ce jour, la commission se trouve composée de dix délégués des ouvriers et de dix délégués des patrons, représentant les diverses industries parisiennes. Ont été appelées à la séance du 20 mars plusieurs personnes connues par la spécialité de leurs études, et choisies de telle sorte que toutes les théories, tous les intérêts pussent être interrogés dans ce solennel débat.

M. Louis Blanc. Citoyens, nous allons agiter le plus grand problème des temps modernes. Nous avons fait appel à toutes les opinions, à toutes les lumières, afin que notre œuvre de justice commençât par l'impartialité.

Le mal présent est très-grand ; la nécessité du remède en sera mieux sentie.

Les entrepreneurs disent : « C'en est fait ! ce n'est pas seulement une monarchie, c'est une société qui s'en va. »

D'autre part, les ouvriers sont agités de pensées inquiètes : beaucoup ne veulent plus subir les anciennes conditions du travail.

Que faire ? Voici ce que nous proposons :

Aux entrepreneurs, qui, se trouvant aujourd'hui dans des conditions désastreuses, viennent à nous et nous disent : « Que l'Etat prenne nos établissements et se substitue à nous, » nous répondrons : « L'Etat y consent ; vous serez largement indemnisés. Mais cette indemnité qui vous est due, ne pouvant être prise sur les ressources du présent, lesquelles seraient insuffisantes, sera demandée aux ressources de l'avenir : l'Etat vous souscrira des obligations, portant intérêt, hypothéquées sur la valeur même des établissements cédés, et remboursables par annuités ou par amortissement. »

L'affaire ainsi réglée avec les propriétaires d'usines, l'Etat dirait aux ouvriers : « Vous allez travailler désormais dans ces usines comme des frères associés ; pour la fixation de vos salaires, il y a à choisir entre deux systèmes : ou des salaires égaux, ou des salaires inégaux. Nous serions partisans, nous, de l'égalité, parce que l'égalité est un principe d'ordre qui exclut les jalousies et les haines. »

On pourra nous objecter : « L'égalité ne tient pas compte des aptitudes diverses. » Mais, selon nous, les aptitudes peuvent régler la hiérarchie des fonctions, elles ne sont pas appelées à déterminer des différences dans la rétribution. La supériorité d'intelligence ne constitue pas plus un droit que la supériorité musculaire ; elle ne crée qu'un devoir. Il doit plus, celui qui peut davantage : voilà son privilège !

On pourra objecter encore : « L'égalité tue l'émulation. »

Rien de plus vrai dans tout système où chacun ne stipule que pour soi, où les travailleurs ne sont juxtaposés, n'agissent qu'à un point de vue purement individuel, et n'ont aucune raison d'établir entre eux ce que j'appellerai le **POINT D'HONNEUR DU TRAVAIL**. Mais qui ne sent que, parmi les travailleurs associés, la paresse aurait bien vite le caractère d'infamie qui, parmi des soldats réunis, s'attache à la lâcheté ? Qu'on plante dans chaque atelier un poteau avec cette inscription : *Dans une association de frères qui travaillent, tout paresseux est un voleur.*

Nous ajouterons, en faveur du système de l'égalité dans la rétribution, cette considération, décisive à nos yeux : l'élection devant désigner, parmi les travailleurs associés, les directeurs des travaux, l'égalité du salaire prévient les candidatures que susciterait la convoitise dans le système d'inégalité. La capacité, alors, recherchera seule des devoirs plus difficiles : toute ambition sordide sera écartée d'avance, et le déclassement des aptitudes sera prévenu.

Du reste, que l'un ou l'autre système l'emporte dans la distribution des salaires, une fois ce point réglé, vient la question de l'emploi des bénéfices du travail commun.

Après le prélèvement du prix des salaires, de l'intérêt du capital, des frais d'entretien et de matériel, le bénéfice serait ainsi réparti :

Un quart pour l'amortissement du capital appartenant au propriétaire avec lequel l'Etat aurait traité ;

Un quart pour l'établissement d'un fonds de secours destiné aux vieillards, aux malades, aux blessés, etc. ;

Un quart à partager entre les travailleurs à titre de bénéfice, comme il sera dit plus tard ;

Un quart enfin pour la formation d'un fonds de réserve dont la destination sera indiquée plus bas.

Ainsi serait constituée l'association dans un atelier.

Resterait à étendre l'association entre tous les ateliers d'une même industrie, afin de les rendre solidaires l'un de l'autre.

Deux conditions y suffiraient :

D'abord on déterminerait le prix de revient ; on fixerait, eu égard à la situation du monde industriel, le chiffre du bénéfice licite au-dessus du prix de revient, de manière à arriver à un prix uniforme et à empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie.

Ensuite, on établirait dans tous les ateliers de la même industrie un salaire, non pas égal, mais proportionnel, les conditions de la

vie matérielle n'étant pas identiques sur tous les points de la France.

La solidarité ainsi établie entre tous les ateliers d'une même industrie, il y aurait enfin à réaliser la souveraine condition de l'ordre, celle qui devra rendre à jamais les haines, les guerres, les révolutions impossibles ; il y aurait à fonder la solidarité entre toutes les industries diverses, entre tous les membres de la société.

Deux conditions pour cela sont indispensables :

Faire la somme totale des bénéfices de chaque industrie, et cette somme totale la partager entre tous les travailleurs.

Ensuite des divers fonds de réserve dont nous parlions tout à l'heure, former un fonds de mutuelle assistance entre toutes les industries, de telle sorte que celle qui, une année, se trouverait en souffrance, fût secourue par celle qui aurait prospéré. Un grand capital serait ainsi formé, lequel n'appartiendrait à personne en particulier, mais appartiendrait à tous collectivement.

La répartition de ce capital de la société entière serait confiée à un conseil d'administration placé au sommet de tous les ateliers. Dans ses mains seraient réunies les rênes de toutes les industries, comme dans la main d'un ingénieur nommé par l'Etat serait remise la direction de chaque industrie particulière.

L'Etat arriverait à la réalisation de ce plan par des mesures successives. Il ne s'agit de violenter personne. L'Etat donnerait son modèle ; à côté vivraient les associations privées, le système économique actuel. Mais telle est la force d'élasticité que nous croyons au nôtre, qu'en peu de temps, c'est notre plus ferme croyance, il se serait étendu sur toute la société, attirant dans son sein les systèmes rivaux par l'irrésistible attrait de sa puissance. Ce serait la pierre jetée dans l'eau et traçant des cercles qui naissent l'un de l'autre, en s'agrandissant toujours.

Tel est, rapidement esquissé, le projet que nous soumettons à la discussion.

M. Wolowski. Ainsi l'Etat se borne à donner le mouvement au système ; mais il est bien entendu que l'industrie privée garderait sa liberté d'action, et pourrait faire concurrence à vos ateliers ?

M. Louis Blanc. Assurément. Et celui des deux systèmes qui absorberait l'autre sera évidemment le plus fort, le plus moral, le plus utile à la société. Mais remarquez bien qu'il y aura, dès l'abord, un avantage immense, pour les entrepreneurs particuliers, à se ranger tout de suite du côté de notre système, car ils échapperaient par là aux chances de la lutte.

M. Charpentier. Chaque industrie, dans votre système, ne formerait plus qu'un corps, cette industrie ne pourrait-elle pas rançonner le consommateur ? La consommation n'aurait plus, en effet, la garantie de la concurrence.

M. Louis Blanc. Je répète que le prix de revient, dans chaque industrie, sera déterminé puis, au-dessus du prix de revient, le bénéfice à recueillir. La garantie du consommateur sera le tarif. Ce ne sera plus la concurrence qui fixera les prix, ce sera la prévoyance de l'Etat : nous remplaçons le gouvernement du hasard par celui de la science.

M. Charpentier. Le commerce, que deviendra-t-il ?

M. Louis Blanc. La société se composant d'une association de producteurs, le marchand ne serait plus qu'un agent associé à la production, ayant le même intérêt que le producteur, et ne peserait plus, comme aujourd'hui, sur le producteur, et sur le consommateur à la fois.

M. Wolowski. Du moment que la liberté serait laissée aux industries qui existent aujourd'hui, il me semble qu'elles pourraient se maintenir en face des ateliers nationaux.

Ce que je craindrais, en effet, de voir, sinon disparaître, du moins s'affaiblir dans le système qui vient d'être exposé, c'est le ressort de l'activité individuelle, qui contribue si fortement à accroître la masse de la production. Or, pour améliorer le sort des classes laborieuses, il ne suffit pas que la répartition soit plus équitable, il faut surtout que la production soit considérablement augmentée. Le système qui vient d'être développé, loin d'accroître la production, me semble devoir plutôt la diminuer, en détendant ce ressort si puissant de l'activité individuelle. Ce système a surtout, à mes yeux, le tort de ne pas s'adresser principalement à la production agricole, base de la société. C'est, avant tout, par l'augmentation de la production agricole que l'amélioration du sort des travailleurs peut être obtenue. Si la production agricole est développée, le riche, n'ayant qu'un estomac, ne consommera pas davantage ; toute la part obtenue en plus profitera aux travailleurs, la répartition devant se faire d'ailleurs d'une manière plus équitable. En outre, le prix des matières premières diminuera d'autant, et l'industrie sera plus prospère.

M. Dupont-White. Je ne vois pas pourquoi les améliorations agricoles précéderaient les améliorations industrielles. Le résultat serait une baisse dans le prix des subsistances alimentaires et par contre-coup dans les salaires de l'industrie ; de sorte que la situation des travailleurs se trouverait n'avoir pas changé. La réforme industrielle et la réforme agricole doivent marcher parallèlement.

M. Wolowski. Je n'admets nullement que le prix des salaires se règle sur le prix des subsistances. Aux Etats-Unis, le prix des subsistances est très-bas, celui des salaires très-haut ; en France, le contraire a lieu : la règle du salaire, c'est le rapport entre l'offre et la demande. L'Etat peut et doit améliorer le sort des travailleurs, mais en respectant ce principe. Que l'Etat agisse, sur le travail offert, par le développement du capital intellectuel, de l'activité humaine : sur le travail demandé, par l'impulsion donnée à tous les grands travaux d'utilité publique, par l'amélioration des voies de communication, par le crédit, par tous les moyens enfin qui peuvent développer la masse des produits : c'est bien. Si la production augmente et que le travail s'améliore, l'expression du rapport des deux termes changera au bénéfice du travailleur. Intervenons pour agir sur les deux termes du rapport ; mais respect au principe de leur équilibre.

M. Vidal. Selon M. Wolowski, c'est le principe de l'offre et de la demande qui règle le prix des salaires. A mes yeux, le rapport de l'offre à la demande est un fait et non point un principe. La loi de l'offre et de la demande qui régit toute l'économie, au dire de quelques écrivains, n'est, selon moi, que la théorie de la force et du hasard.

En fait, il est malheureusement vrai que tout est soumis aujourd'hui à cette loi brutale de l'offre et de la demande ; mais il est souverainement injuste qu'il en soit ainsi. La loi de l'offre et de la demande est l'expression d'un fait incontestable ; mais, combinée avec la doctrine du laisser-faire, elle aboutit à la violation des droits les plus sacrés.

Repandant, le taux des salaires n'est pas toujours déterminé par le rapport de l'offre à la demande. Même aujourd'hui, cette loi injuste rencontre des exceptions. Dans tous les services publics, dans toutes les administrations organisées, le travail n'est point mis au rabais, on n'adjuge point les emplois à la sous-enchère. L'organisation du travail doit précisément assurer à tout homme

ce minimum de traitement que l'Etat garantit aux fonctionnaires, quel que soit le nombre des concurrents et des solliciteurs. L'organisation élèvera chaque travailleur au rang, à la dignité de fonctionnaire, elle lui garantira dans tous les cas l'aisance et la sécurité, elle le fera participer, en outre, aux bénéfices de la production. Elle neutralisera précisément le désastreux effet de l'offre et de la demande.

M. Wolowski a dit qu'il fallait augmenter la production ; je suis de son avis ; mais, tandis qu'il fait appel à l'individualisme pour multiplier la richesse, j'invoque, moi, l'union des forces, la puissance de l'association. L'égoïsme, l'intérêt personnel peuvent bien surexciter un moment les instincts ou provoquer des efforts ; mais tout ce qui s'est fait de grand sur la terre a toujours été accompli au nom d'une idée ou au nom d'un sentiment. Ce sont les idées généreuses qui inspirent les grandes choses. On peut organiser le travail de telle sorte que l'émulation soit développée au plus haut degré, sans recourir à l'appât de l'intérêt individuel ; on peut exalter le courage du travailleur jusqu'à l'enthousiasme, au nom du devoir, de la fraternité, de la justice ; on peut trouver dans les mobiles purement moraux des stimulants de production bien autrement énergiques que les ressorts de l'individualisme ou de l'intérêt.

Mais nous examinons en ce moment les conditions fondamentales de l'association. Réserveons ce sujet spécial des mobiles et des stimulants de l'activité humaine pour le jour où nous traiterons de l'organisation même du travail parmi les associés.

Nous verrons alors si le levier de l'individualisme et de la concurrence ne pourra pas être remplacé avec avantage par le ressort de l'émulation entre camarades, de la rivalité désintéressée...

M. Wolowski. Pour moi, j'ai une telle confiance dans la liberté, non pas liberté anarchique du laisser-faire, telle qu'elle existe aujourd'hui, mais la liberté combinée avec l'association, en dehors de l'intervention constante, directe de l'Etat, que je crois fermement qu'elle saura se défendre elle-même et que l'avenir lui appartient. Définissons les mots, celui de liberté surtout. La grande révolution du 1848 nous a donné la liberté industrielle, améliorons-la, complétons-la ; la supprimer n'est pas le moyen de corriger les abus.

M. Louis Blanc. Oui, définissons les mots : les mots mal définis sont l'origine de la plupart des querelles qui divisent les hommes. **M. Wolowski** vient de dire que la liberté se défendrait elle-même. Contre quoi ? Contre le système d'association que nous proposons ? Cela revient à dire que la liberté se défendrait contre la liberté, car notre système a précisément pour but de réaliser la liberté. Nous sommes partis de ce point qu'il n'y a pas de liberté toutes les fois qu'il y a une inégalité ; et pourquoi ? Par cette raison bien simple que, toutes les fois que les forces sont inégales, la lutte conduit nécessairement à une victoire et à une défaite. Eh bien, le vaincu est-il libre ? Non ! il est opprimé. Par conséquent, lorsque nous disons qu'il faut que le faible et le fort s'associent dans un sentiment de fraternité, nous demandons précisément la liberté, la liberté pour tous !

On parlait tout à l'heure de la révolution et de la liberté qu'elle nous avait donnée ; cette liberté existerait en effet, si la devise que la révolution avait écrite sur son drapeau avait été réalisée. En quoi consiste cette devise ? Dans l'union, — union d'une profondeur admirable, — de ces trois mots : Liberté, égalité, fraternité. Oubliez-en un, les autres n'ont plus de signification. Dites la liberté seulement, et vous arrivez à ceci : les hommes ne s'aiment pas ; chacun pour soi, la lutte s'engage ; les uns triomphent, les autres sont vaincus ; plus de liberté. Pour qu'elle existe, il faut la mettre dans l'égalité ; et pour que l'égalité elle-même se maintienne, il faut la sanctifier par le sentiment de la fraternité.

Ainsi, liberté, égalité, fraternité, tâchons de réaliser cette devise sublime ; et voyons si le système que nous proposons la réalise.

Que voulons-nous ? Qu'on sorte, par l'association, d'un régime, contraire à la liberté, puisque le plus faible y succombe sous le poids de forces supérieures aux siennes ;

Contre à l'égalité, puisque la concurrence se pourrait définir : l'inégalité en mouvement ;

Contre enfin à la fraternité, puisque la concurrence c'est la guerre.

Eh bien, nous n'invoquons pas seulement le principe de la justice ; nous parlons au nom de l'intérêt social.

M. Wolowski chercherait volontiers la solution du problème dans l'accroissement de la richesse générale, et surtout de la richesse agricole. Mais il ne suffit pas que la production augmente, pour que le pauvre échappe au danger de mourir de faim ; il faut qu'une répartition équitable et bien ordonnée fasse arriver jusqu'à lui la richesse accrue.

Je vais plus loin : cet accroissement de la richesse que **M. Wolowski** demande, rien n'est plus propre à l'arrêter que la concurrence. Car la concurrence, qu'est-ce autre chose qu'une interminable série de chutes, qu'un entassement quotidien de ruines ? qu'est-ce autre chose qu'un champ clos où s'usent d'une manière incessante, au milieu d'un gaspillage universel et aveugle, toutes les forces vives de l'industrie ? Si l'on pouvait faire la somme des déperditions de richesses que, sous le nom menteur de liberté, la concurrence entraîne chaque jour, à chaque heure, sur chaque point de la France, on reculerait épouvanté.

Donc, justice, intérêt social, véritable économie politique, tout concourt à condamner le régime actuel et à montrer la voie qui conduit au port. C'est que, lorsqu'une solution est bonne, elle l'est sous tous les aspects : la vérité n'est jamais à moitié vraie.

M. Wolowski. **M. Louis Blanc** ne comprend pas la liberté séparée des deux autres termes de la grande devise de la révolution. Je suis complètement de son avis, car quand je parle du ressort de la liberté individuelle, je suis loin de vouloir parler de l'égoïsme. La liberté, telle que je la comprends, c'est la toute puissance de l'activité personnelle. L'égalité, telle que je la demande, ce n'est pas le niveau ; l'égalité admet des diversités de récompense, suivant la diversité des services rendus. La fraternité est le lien qui relie toute la société par le sentiment de la bienveillance mutuelle.

M. Toussent. Je demanderai à **M. Wolowski** ce que les économistes entendent par la liberté et la concurrence ?

M. Wolowski. La concurrence est ce que nous voyons aujourd'hui, c'est-à-dire des travailleurs qui se précipitent à l'envi pour se disputer une masse insuffisante de travail. De là, baisse du salaire et misère. Mais la liberté est dans la distribut on équitable des fruits du travail, dans l'assurance de ne jamais manquer du nécessaire.

(La fin à demain.)

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.